

Référence : 015/D/16-04-2024

Objet : Emprunt 2024 Banque Postale
Prêt de 300 000,00€

DECISION

Le Maire de la commune de Grabels;

Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L2122-22;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 34 du 10 Juillet 2020 donnant délégation de fonction du Maire, visée par la préfecture le 15 Avril 2015, et notamment le point 3 autorisant le Maire « De procéder dans les limites des crédits inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires »;

Vu la délibération du Budget Primitif 2024 n°001 du 12/02/2024;

Vu la nécessité d'emprunter la somme de 300 000,00 euros pour équilibrer le Budget Primitif;

Vu l'offre de prêt de la Banque Postale;

DECIDE

ARTICLE 1 : Pour le financement des opérations d'investissement, de contracter auprès de la Banque Postale dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

- Score Gissler : 1A
- Montant du contrat de prêt : 300 000 €
- Durée du contrat de prêt : 15 ans
- Objet du contrat de prêt : Financer la rénovation d'anciennes granges en théâtre
- Versement des fonds : A la demande de l'emprunteur jusqu'au 12/06/2024 avec versement automatique à cette date
- Taux d'intérêt annuel : A chaque date d'échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte des intérêts est déterminé de manière préfixée comme suit : EURIBOR 3 mois assorti d'une marge de +1,01%
- Base de calcul des intérêts : Nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : Périodicité trimestrielle
- Mode d'amortissement : Constant
- Remboursement anticipé : Autorisé à une date d'échéance d'intérêts ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive. Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte. Il informe que la présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, ce dernier peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut être introduit un recours gracieux auprès du maire de la commune de Grabels pendant le délai de recours contentieux. Le silence gardé pendant celui-ci équivaut à une décision implicite de rejet susceptible elle-même d'un recours contentieux dans les délais précités (article R421-1 et 421-2 du code de la justice administrative). La présente décision est publiée au recueil des actes administratifs.

de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation. La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,25%.

- Option de passage à taux fixe : Oui
- Commission d'engagement : 0,15% du montant du contrat de prêt soit 450€

Les crédits sont ouverts au compte 1641.

ARTICLE 2 : La présente décision pour être exécutoire fera l'objet d'une transmission à la préfecture et d'une publication.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L2122-23 du C.G.C.T. la décision sera communiquée en séance du Conseil Municipal.

Fait à Grabels, le 16 avril 2024

Le Maire René REVOL



Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte. Il informe que la présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, ce dernier peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut être introduit un recours gracieux auprès du maire de la commune de Grabels pendant le délai de recours contentieux. Le silence gardé pendant celui-ci équivaut à une décision implicite de rejet susceptible elle-même d'un recours contentieux dans les délais précités (article R421-1 et 421-2 du code de la justice administrative). La présente décision est publiée au recueil des actes administratifs.